



en 2014

N° 1 - JUILLET 2015

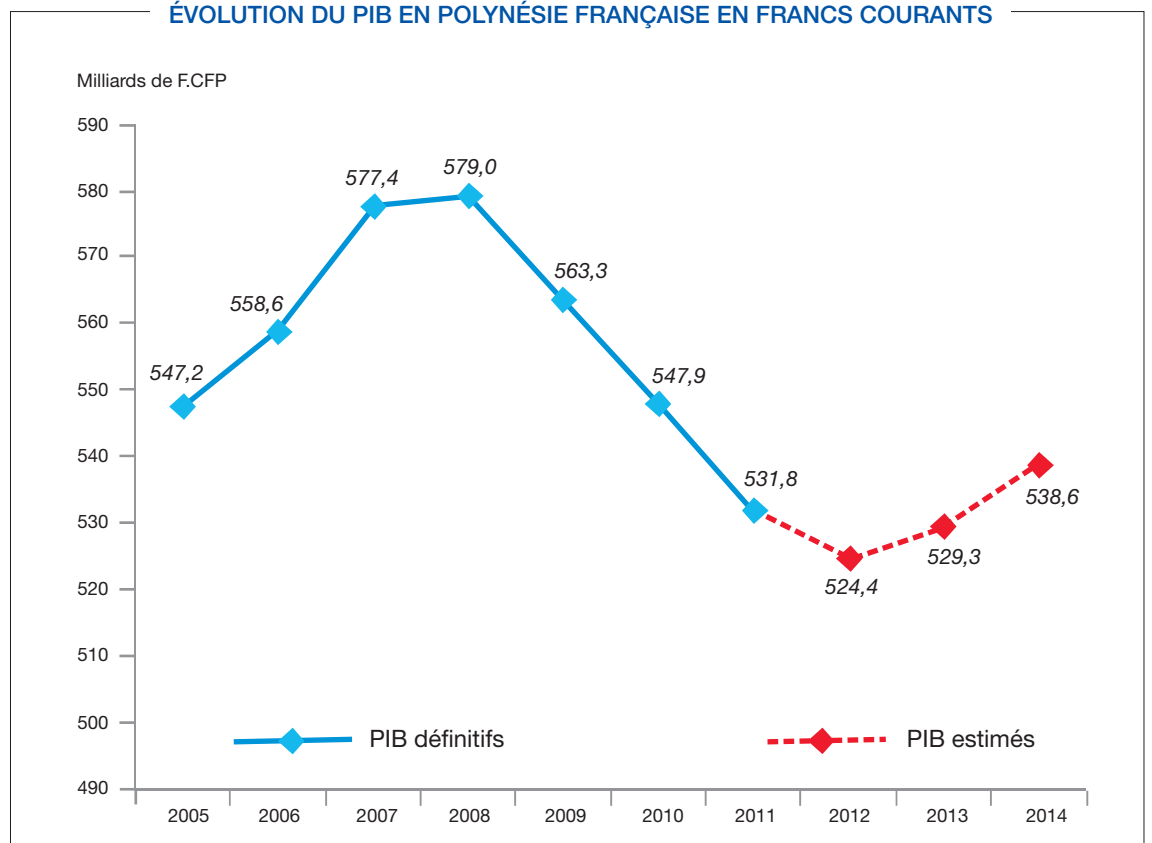
LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES

de la **POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Une légère reprise

En 2014, le Produit intérieur brut (PIB) de la Polynésie française, à prix constants, progresse à un rythme estimé à 1 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides (*cf méthodologie*). L'augmentation des prix (*cf méthodologie*) est de 0,8 % sur l'année ; la valeur du PIB de la Polynésie française augmente ainsi à un rythme estimé à 1,8 %, soit un gain de 9,3 milliards de F.CFP pour atteindre 538,6 milliards de F.CFP en 2014. Comme en 2007 et 2008, les deux dernières années de croissance en Polynésie française, l'investissement public est le principal contributeur en 2014. Toutefois, cette croissance n'est pas encore suffisante pour alimenter une reprise des embauches dans le secteur marchand.

ÉVOLUTION DU PIB EN POLYNÉSIE FRANÇAISE EN FRANCS COURANTS



Sources : Comptes économiques rapides 2014, ISPF, CEROM



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Une croissance positive en 2014

En 2014, le Produit intérieur brut de la Polynésie française, en volume, progresse à un rythme estimé à 1 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. C'est la première fois depuis 2008 que cette croissance est positive. Par rapport à 2013, où la croissance en volume était négative, le rebond de 2014 est estimé à 1,5 point. La bonne tenue de l'activité touristique et de la consommation des ménages, conjuguée à une relance importante de l'investissement public contribuent à cette meilleure performance. Mais ces embellies sont atténuées par la baisse de la consommation publique conjuguée à l'atonie de l'investissement privé et des échanges extérieurs. Au total, sous l'effet cumulé de la croissance d'activité et de la hausse des prix, la valeur du PIB de la Polynésie française a progressé, à un rythme estimé à 1,8 %, soit un gain de 9,3 milliards de F.CFP. Le Produit intérieur brut atteint 538,6 milliards de F.CFP en 2014.

LES PRINCIPAUX AGRÉGATS ET LEUR ÉVOLUTION (VALEUR COURANTE)

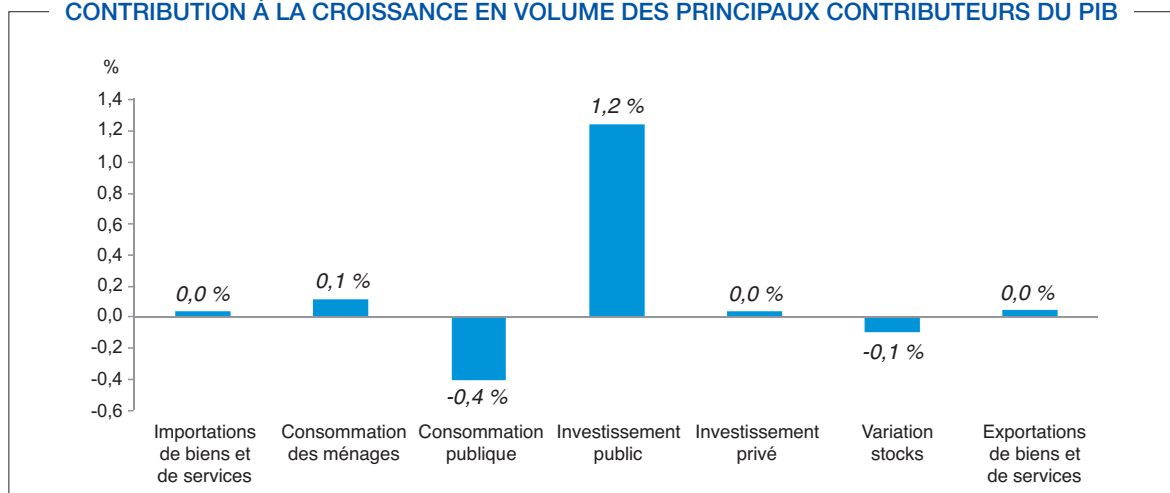
	Année			Variation 2014/2013		
	2012	2013	2014	Valeur	Prix	Volume
Unité :	<i>milliards de F.CFP</i>			%	%	%
Produit intérieur brut	524,4	529,3	538,6	1,8	0,8	1,0
Consommation des ménages	362,9	365,7	368,1	0,7	0,5	0,2
Consommation publique	178,4	177,8	176,9	- 0,5	0,7	- 1,2
Investissement public	19,4	19,7	26,4	34,0	0,4	33,5
Investissement privé et variations de stocks	75,7	78,3	78,9	0,8	0,6	0,2
Importations de biens et de services	209,3	207,7	207,8	0,0	0,1	- 0,1
Exportations de biens et de services	97,2	95,9	96,8	1,0	0,8	0,2

Sources : Comptes économiques rapides 2014, ISPF, CEROM

La demande publique stimule la croissance

Comme en 2007 et 2008, les deux dernières années de croissance en Polynésie française, l'investissement public est le principal pourvoyeur de croissance en 2014 : avec 6,7 milliards de F.CFP d'investissements supplémentaires. Il contribue à 1,2 point de la croissance en volume.

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE EN VOLUME DES PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS DU PIB



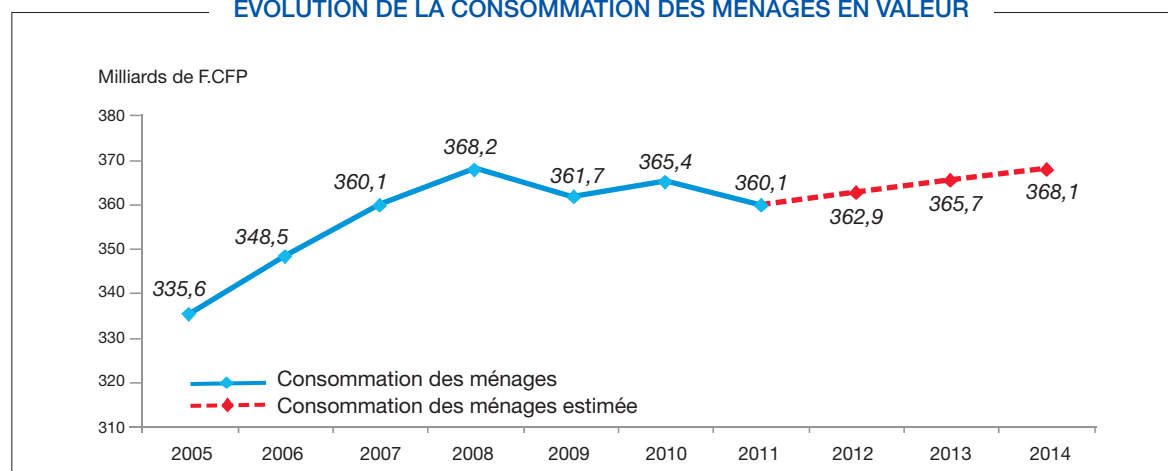
Sources : Comptes économiques rapides 2014, ISPF, CEROM



Au second rang des contributeurs à la croissance, mais dans une proportion beaucoup plus faible, la consommation des ménages apporte 0,1 point de croissance en volume. Souvent considérée comme le principal moteur de l'économie polynésienne, elle reste positive mais continue toujours d'être freinée par l'orientation négative du marché du travail qui perd 0,4 % d'emplois salariés en 2014 (après - 2,1 % les trois dernières années en moyenne).

À l'opposé, la consommation publique, qui s'apparente aux dépenses de fonctionnement, continue de se contracter en 2014, et ce pour la cinquième année consécutive, poursuivant la politique d'assainissement des finances publiques. Au global, la demande en biens et services du secteur public (investissement et consommation) a progressé de 4,5 milliards de F.CFP en volume (+ 2,3 % par rapport à 2013).

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EN VALEUR



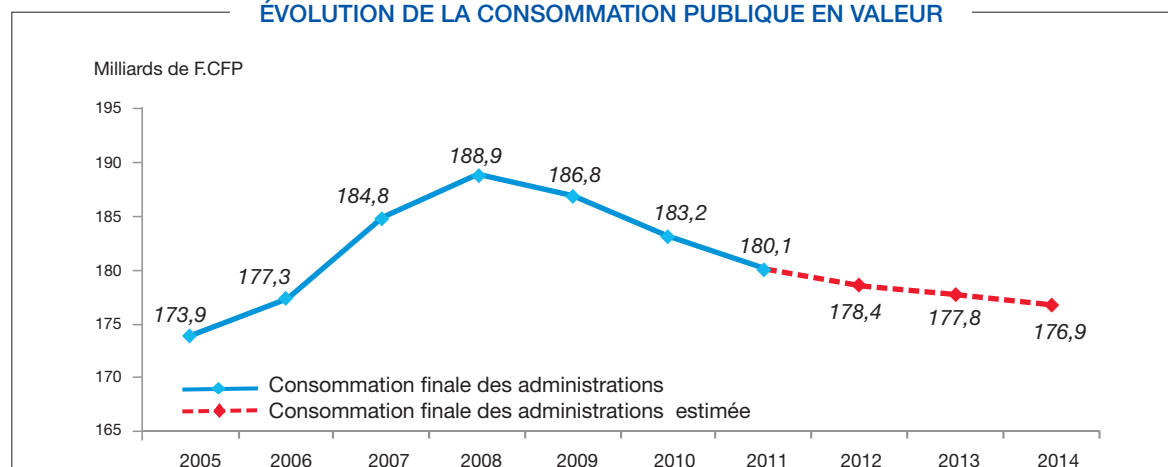
Sources : Comptes économiques rapides 2014, ISPF, CEROM

La balance commerciale a un impact minime sur la croissance polynésienne, avec une contraction de 0,1 % en volume des biens et services importés et une hausse de 0,2 % des exportations. Les importations en volume ont diminué mais ce retrait est davantage marqué sur les produits pétroliers, les produits de consommation et agroalimentaires alors que les importations en volume de biens intermédiaires, de produits agricoles et de biens d'équipement ont progressé. Le nombre de résidents voyageant à l'extérieur de la Polynésie française est en baisse, ce qui diminue les importations de services.

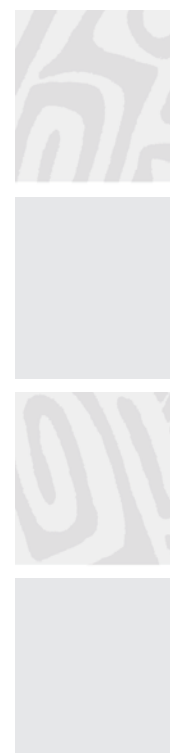
Les exportations de services touristiques (hôtels, restauration, transports...) se redressent en volume, avec 9,9 % de touristes supplémentaires, tout comme les exportations des produits perliers qui gagnent 6 % en volume. Les exportations des autres produits locaux et des autres biens et services exportés (services aux entreprises, produits de la pêche, de l'agriculture..) se sont eux contractés en volume en 2014.

Au même rang que la balance commerciale, le niveau d'investissement privé des ménages et des entreprises joue un rôle neutre sur la croissance de 2014.

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION PUBLIQUE EN VALEUR



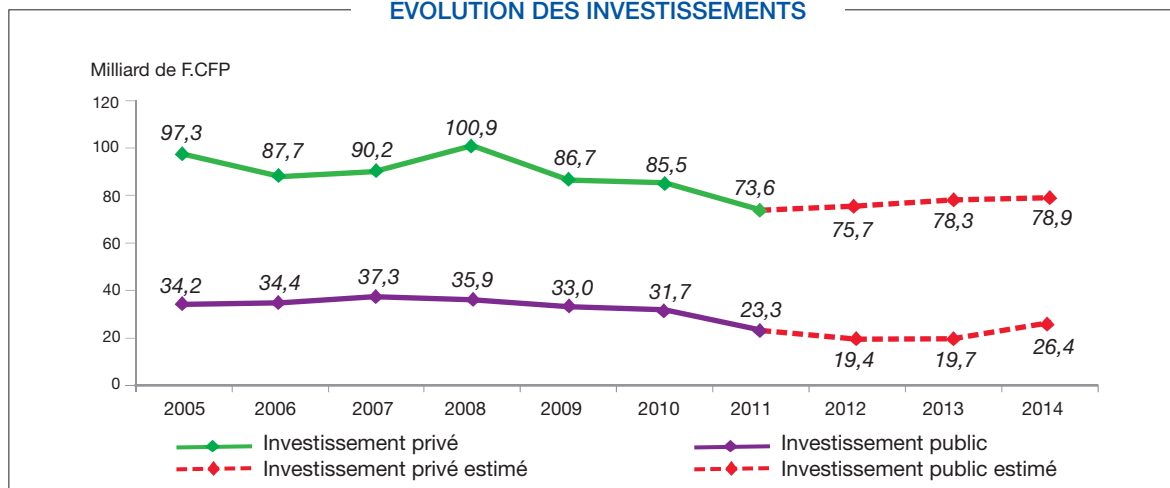
Sources : Comptes économiques rapides 2014, ISPF, CEROM



Le retour de l'investissement public

En 2014, les investissements dans l'économie polynésienne progressent à un rythme rapide, estimé à 6,9 % en volume. Même s'ils se sont accrus très vite cette année, les investissements demeurent à un niveau très bas. Ils sont en retrait de 40 milliards de F.CFP, en valeur, par rapport à 2008. L'investissement public se reprend avec 34 % de hausse en 2014, grâce aux chantiers du tunnel de Punaauia, de la prison de Papeari et la préparation du site du Mahana Beach en particulier, auxquels s'ajoutent les nombreux travaux sur le réseau routier engagés en 2014. Ainsi, le montant total investi par les administrations publiques (État, Pays, communes) dépasse 26 milliards de F.CFP.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS



Sources : Comptes économiques rapides 2014, ISPF, CEROM

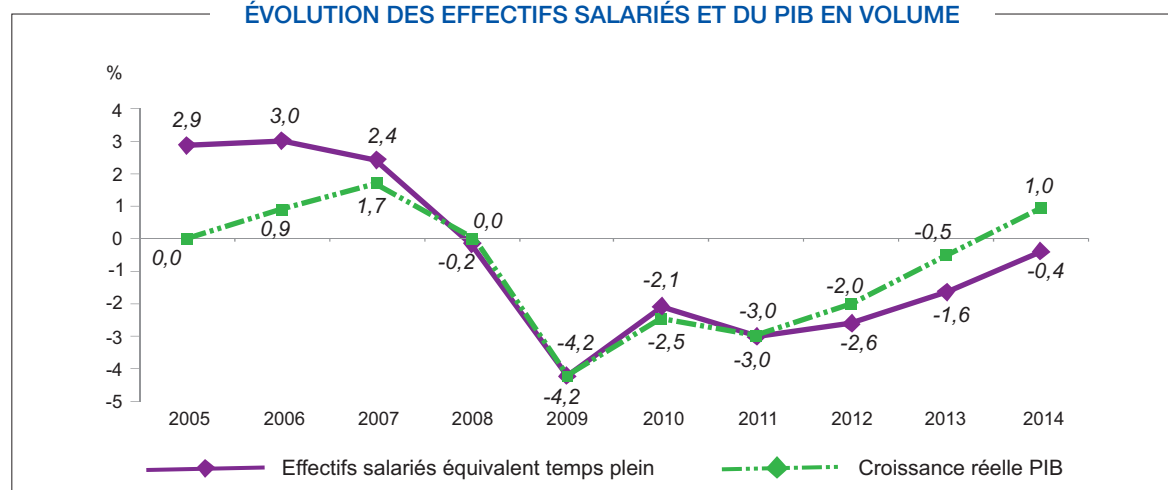
L'investissement privé (ménages et entreprises) demeure atone, quoiqu'en légère hausse depuis 2011 après le fort recul observé entre 2008 et 2011. Les encours de crédits de biens d'équipement demeurent en augmentation mais la croissance est moindre en 2014 qu'en 2013. Ainsi les investissements des entreprises qui représentent 52 milliards de F.CFP en 2014 sont restés stables en volume par rapport à 2013. Les investissements en logements des ménages polynésiens se maintiennent à un niveau de croissance légèrement supérieur à celui de la population. Leur rythme de croissance n'accélère plus depuis 2011, bien que les taux d'intérêt à l'emprunt soient plus favorables, et que la demande de logements reste forte.

Une croissance du PIB mais pas de l'emploi

La croissance 2014 n'est pas encore suffisante pour alimenter une reprise des embauches dans le secteur marchand. Ainsi sur l'ensemble de l'année, l'emploi salarié marchand non agricole diminue de 0,1 %. Cette baisse est pourtant le meilleur résultat obtenu depuis six ans. Avec la bonne tenue du tourisme et l'arrêt des fermetures d'établissements hôteliers, les emplois dans l'hébergement touristique, la restauration et le transport se redressent pour la première fois depuis 2008. Les secteurs liés à la production d'eau et d'électricité et à l'assainissement continuent d'accroître leurs embauches, et de façon continue depuis cinq ans. À l'opposé, le secteur du BTP, bien que dopé par les investissements publics, continue de débaucher toujours massivement (- 5 % d'emplois salariés en 2014). Cette baisse des effectifs est principalement observée dans le gros œuvre (- 11 %) et dans le second œuvre alors qu'ils progressent de 3 % dans les travaux publics qui ont bénéficié directement de la croissance de la commande publique. Les difficultés de ce secteur entraînent dans son sillage les industries fournisseuses de matières premières. Le secteur du commerce continue d'améliorer sa productivité en poursuivant les diminutions d'emploi malgré la hausse de la consommation des ménages. Ainsi, pour la deuxième année consécutive, le surplus d'activité en valeur observé dans les entreprises ne profite que faiblement aux salariés car les entreprises essaient de reconstituer une partie des EBE (Excédent Brut d'Exploitation) disparus entre 2009 et 2013.



ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS ET DU PIB EN VOLUME



Sources : Comptes économiques rapides 2014, ISPF, CEROM

La consommation des ménages progresse en volume et en valeur

En 2014, le rythme d'évolution de la consommation des ménages progresse de 0,1 point par rapport à 2013, à 0,2 % en volume. Au-delà de la reprise de la consommation, en volume et valeur (+ 0,7 %), le revenu disponible des ménages, exprimé en francs constants, a lui aussi progressé plus rapidement qu'en 2013 sous l'effet d'une décélération de l'inflation, d'une hausse des salaires et du revenu brut des entreprises individuelles (cf méthodologie).

COMPTES DES MÉNAGES SIMPLIFIÉS (ESTIMATION)

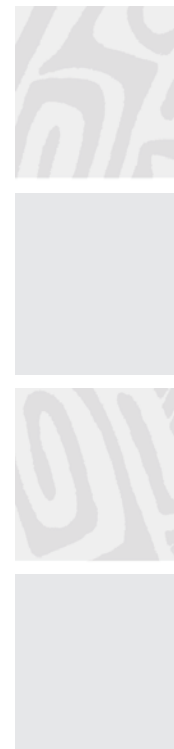
	Année		Variation
	2013	2014	2014 / 2013
Unité :	milliards de F.CFP		%
Revenu brut des entreprises individuelles	92,6	93,7	1,2
Salaires	253,2	255,0	0,7
Revenu disponible	433,7	437,8	0,9
Consommation des ménages	365,7	368,1	0,7
Taux épargne	15,7 %	15,9 %	0,2 pt

Sources : Comptes économiques rapides 2014, ISPF, CEROM

L'évolution de la consommation des ménages reste ainsi positive en volume pour la troisième année consécutive mais toujours à un rythme inférieur à celui de la croissance de la population (0,5 % par an). Depuis 2008, la consommation des ménages a été pénalisée par les suppressions d'emploi et donc par la diminution de la masse salariale. Celle-ci a perdu 12 milliards de F.CFP, soit 6 %, entre 2008 et 2013, pour se redresser de 0,3 % en 2014.

Cette augmentation, légère, de la consommation en rythme annuel s'explique par la hausse du revenu disponible des ménages. En 2014, la hausse du revenu disponible brut global des ménages est estimée à 0,9 % en valeur, soit + 0,4 % hors hausse des prix à la consommation. Par rapport à l'année 2013, l'accélération approche 0,3 point. Comme en 2013, le supplément de revenu des ménages est principalement alimenté par les salaires et la hausse du revenu brut des entreprises individuelles.

Cette hausse plus rapide, ces deux dernières années, du revenu brut des entreprises individuelles au détriment des salaires et des embauches s'explique par trois principales raisons : la nécessité des entreprises de reconstituer les marges, un recours plus important à la sous-traitance et des gains de productivité indispensables.



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



MÉTHODOLOGIE

Les premiers résultats issus des comptes rapides

L'année 2014 marque la réalisation d'un premier compte économique rapide en Polynésie française. Ce compte économique rapide est produit par l'ISPF dans le cadre du projet CEROM en partenariat avec l'AFD, et l'IEOM. Il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données 2014 sera collectée.

L'évolution du **PIB réel** (en volume) élimine de la croissance du PIB nominal (en valeur) ce qui est dû à l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Les comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie polynésienne.

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. En Polynésie française, ce modèle est construit avec 19 branches et 20 produits. Le modèle est basé sur le TES 2011 (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements de ces comportements.

Le revenu brut des entreprises individuelles, en comptabilité nationale, est une composante du revenu des ménages ; il s'agit du solde du résultat d'exploitation pour les entreprises individuelles. C'est l'analogue des revenus salariaux que reçoivent les salariés des entreprises non-individuelles. Le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire de l'entreprise, et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant que chef d'entreprise.

Les publications du CEROM - Polynésie française

- L'ÉCONOMIE POLYNÉSIE NNE POST C.E.P. une dépendance difficile à surmonter 1995 - 2003. (décembre 2007). - Polynésie française.
- Comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine en mars 2010. (octobre 2010).
- Tableaux de bord CEROM - Polynésie française.

Pour en savoir plus :

- www.cerom-outremer.fr
- www.ispf.pf
- www.ieom.fr
- www.afd.fr



Institut de la Statistique de la Polynésie française
• BP 395 - 98713 PAPEETE • Tél. : 40 47 34 34 • Fax : 40 42 72 52 • Courriel : ispf@ispf.pf
• DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Stéphane CHALLIER
• AUTEURS DE LA PUBLICATION : Coralie LAM, Julien VUCHER-VISIN
Dépôt légal : Juillet 2015 • ISSN 0293-2547 • © ISPF

